Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

154-155 | 2018

Violences et terreurs

Terrorisme et radicalisation

Une anthropologie de l'exception politique

Terrorism and Radicalisation: An Anthropology of Political Exception

Montassir Sakhi

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/jda/7227>

DOI : 10.4000/jda.7227

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 15 novembre 2018

Pagination : 161-181

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Montassir Sakhi, « Terrorisme et radicalisation », *Journal des anthropologues* [En ligne], 154-155 | 2018, mis en ligne le 15 novembre 2020, consulté le 06 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/jda/7227> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/jda.7227>

TERRORISME ET RADICALISATION UNE ANTHROPOLOGIE DE L'EXCEPTION POLITIQUE

Montassir SAKHI*

À la suite de la vague d'attentats des dernières années¹, l'affirmation du caractère guerrier de la configuration sociohistorique actuelle est désormais doxique. En 2015, c'est ainsi que le Premier ministre de l'époque s'exprimait : « Ce que je veux dire aux Français, c'est que nous sommes en guerre. Oui nous sommes en guerre². »

Le présent article³ vise à « prendre au sérieux » une telle affirmation. Car plus que l'affirmation de *circonstance* d'un responsable politique, la prise en charge multi-institutionnelle du « terrorisme » apparaît bien comme l'émergence d'un nouveau paradigme de la raison d'État (Foucault, 2004a). En articulation avec la notion jumelle de « radicalisation », un ensemble complexe

---

* Université Paris 8/LAVUE UMR CNRS 7218

200 avenue de la République – Bâtiment Max Weber - SHS - 4^e étage
92001 Nanterre.

Courriel : montassir.sakhi@gmail.com

¹ Nous prenons comme début de cette séquence historique les attentats commis par Mohamed Merah à Toulouse.

² http://www.liberation.fr/france/2015/11/14/manuel-valls-nous-sommes-en-guerre_1413503 (consulté le 31 janvier 2018).

³ L'esquisse d'analyse présentée ici s'inspire d'un travail de terrain mené avec les chercheurs Hamza Esmili et Marta Lotto, sous la direction d'Alain Bertho.

de mécanismes se donne désormais pour mission de « déradicaliser » les « terroristes », véritables nouveaux ennemis de la nation, selon des modalités diverses dont cet article vise à présenter quelques contours.

À cet effet, l'argumentation que nous développons ici est essentiellement fondée sur une série de rencontres⁴ et d'entretiens réalisés avec les familles de Français engagés dans le jihad armé ; mais également avec des prévenus en liberté conditionnelle jugés pour terrorisme. L'objectif de cette recherche consiste donc en l'étude d'un nouveau dispositif sécuritaire (Foucault, 2004b) fondé sur des techniques (qu'elles soient ressuscitées ou inventées) de quadrillage du territoire et de (re)définition de frontières symboliques hiérarchisant l'espace social ; l'ensemble aboutissant à la réaffirmation de la souveraineté d'État que l'on pensait désuète à l'ère de son apparente contestation. Nous nous attèlerons donc à démontrer qu'en se déployant, ces mécanismes et techniques entérinent l'avènement du gouvernement moderne, celui qui repose sur la discipline et la sécurité au sens qu'en donne Michel Foucault. Trois grands dispositifs de gouvernementalité (fonctionnant conjointement) seront ainsi analysés : le juridico-légal, le pénitentiaire et un troisième, plus difficile à qualifier, que nous appellerons provisoirement « ensemble de discours psychologiques⁵ » et pour l'appréhension desquels nous proposerons quelques pistes pour un travail futur. Pour autant, avant de les *exposer*, il est nécessaire de

---

⁴ Ces ateliers collectifs ont été réalisés à la Maison sciences de l'homme Paris-Nord dans le cadre du projet « Départs », soutenu par le RMSH.

⁵ Les actes de surveillance psychiatriques des personnes jugées et signalées comme radicalisées sont multiples et ne constituent pas une politique autonome : ces actes sont transversaux par rapport aux politiques publiques. Dans les soixante mesures du plan national de prévention de la radicalisation présenté par le gouvernement en février 2018, cinq mesures appartenant à des champs différenciés prévoient le renforcement de l'intervention psychiatrique. À travers les lignes de cet article, nous ne faisons qu'esquisser une analyse que nous développerons ultérieurement à propos de la diffusion des techniques psychiatriques.

rappeler que les logiques ici évoquées ne contredisent en aucun cas⁶ le fonctionnement bureaucratique des dispositifs publics : loin d'exprimer un quelconque « ressentiment » des agents agissants, le cadre dans lequel s'insère la réaffirmation de la souveraineté nationale est bien celui de l'État de droit, forme moderne de gouvernement qu'il s'agit donc d'analyser à l'aune de la « lutte antiterroriste ». Partant de là, ces mécanismes, qui s'inspirent de la définition que donne le législateur au terrorisme comme « acte qui menace l'ordre public », ne sont pas uniquement réalisés par une classe sociale dominante au détriment d'autres pour le maintien de l'ordre des choses. Car nous considérons que ce qui importe dans cette organisation générale des systèmes légaux, juridiques et disciplinaires, c'est l'efficacité même du mécanisme : l'effet apparent, le maintien de la distinction/hiérarchisation des pratiques et formes culturelles⁷ au sein de l'espace social, se confond avec le moyen – le mécanisme – et réalise alors le fonctionnement *froid* de l'État moderne.

Juger le terrorisme : la labilité d'une notion juridique

L'approche sociologique du droit en contexte de modernité tend à faire de ce dernier le discours « officiel » de l'État sur lui-même (Bourdieu, 2012). Dans une perspective génétique, la *doxa* de l'impartialité serait ainsi obtenue par le biais de la routinisation

---

⁶ À l'exception, peut-être, des bombardements en Syrie, pratiqués à chaque lendemain d'attentats *en France*, et dont la teneur est explicitement vengeresse. C'est lors de la réalisation d'un terrain d'enquête sur la guerre, aux frontières des batailles (les frontières turco-syriennes) en l'été 2016 que Hamza Esmili (CMH – ENS/EHESS) et moi-même avons observé les résultats de ces bombardements, dans des maisons de convalescence abritant des populations ayant subi des attaques de la coalition internationale. Plusieurs évoquent les « bombardement de l'aviation française au lendemain des attentats ».

⁷ Hamza Esmili : « Ceux qui demeurent gelés ? Anciens et pratique(s) islamique(s) en banlieue francilienne ». Texte issu d'une communication au séminaire de la formation doctorale Sciences de la société, Campus Jourdan de l'ENS de Paris, le 14 décembre 2017.

du jugement où le crime ne serait jugé qu'à la seule lumière de la preuve de sa réalisation ; plus avant, que sa seule nature déterminerait la sanction attachée, en toute indépendance de la configuration sociale dans laquelle l'infraction intervient. Nul ne croirait alors tant à cette « pieuse hypocrisie » (Bourdieu, 1991) que ceux qui en sont les « metteurs en forme », au premier chef desquels les juristes et autres praticiens du droit.

C'est précisément cette superposition (entre la croyance à l'impartialité du droit et ses praticiens) que battent en brèche les dossiers « terro ». La série d'entretiens que nous avons menés avec les avocats qui en prennent la charge laisse ainsi apercevoir un écart de plus en plus massif entre la pratique « ordinaire » du droit et sa réalité à l'heure des attentats. Car face à la centralité de la question de la production de la preuve dans la critique formulée par les avocats constitués en monopole pour les dossiers « terro »⁸, le parquet oppose les principes juridiques inédits de peine préventive et d'intentionnalité. En miroir, cette évolution majeure du dispositif judiciaire devenu jugement des idées et perceptions politico-religieuses du prévenu n'est possible que par une série de transformations propres au champ juridique qu'il s'agit alors de retracer.

Parmi ces dernières une première, évidente, est celle de la massification des « affaires terro », phénomène sans précédent dans l'histoire de la justice française⁹. Pour les seuls cas liés aux retours ou départs et tentatives de départs vers l'Irak/Syrie (et qui sont loin d'épuiser l'ensemble des affaires de terrorisme), plus de

---

⁸ Les dossiers ayant trait au terrorisme sont prioritairement confiés aux lauréats de la « Conférence », concours d'éloquence récompensant annuellement quinze avocats.

⁹ À la différence des grandes vagues de jugement des violences politiques faisant suite à la Seconde guerre mondiale, à la guerre d'Algérie ou au « terrorisme rouge », la judiciarisation actuelle ne transite pas par une juridiction d'exception. Plus avant, les mécanismes mis en place sont ainsi susceptibles d'être appliqués à tous. (Codaccioni, 2015).

300 dossiers étaient ouverts en 2016¹⁰, nombre soumis à augmentation du fait de l'évolution de la situation « sur zone ». Pourtant, ce n'est qu'à partir de 2015 que la judiciarisation des départs en Syrie et en Irak est actée, avec effet rétroactif¹¹ : en creux, l'ensemble de ceux et celles qui sont de retour sur le territoire français depuis 2011, date du déclenchement de la révolution syrienne, sont judicia-
risés.

Paradoxalement, nombre de témoignages des parents concernés par le phénomène indiquent avoir prévenu et signalé le départ à venir de leurs enfants (dont, pour certains cas, des mineurs) auprès des autorités policières qui leur avaient alors opposé un droit à « quitter le territoire ». De fait, si la question des départs vers l'Irak et la Syrie (et, en filigrane, la participation à la guerre et l'engagement parmi les rangs de l'État Islamique) constitue, depuis la série d'attentats de 2015, le fer de lance médiatique de la justice, le panel des infractions qualifiées de terroristes est beaucoup plus large et de nombreux autres cas de prévenus judicia-
risés existent.

Ainsi, phénoménologiquement, sont jugés au titre des lois antiterroristes la commission de violences et attentats en France (bien que le cas soit rare du fait de la nature le plus souvent suicidaire de ces derniers et de la politique policière d'élimination préventive), le départ ou la tentative de départ vers les « zones de

---

¹⁰ Antoine Mégie : <https://www.franceculture.fr/droit-justice/un-chercheur-sur-les-bancs-des-tribunaux-dedies-aux-affaires-djihadistes> (consulté le 31 janvier 2018).

¹¹ Des anciens actes de départ en Irak ou en Syrie sont jugés quand bien même la personne aurait repris le train d'une vie « normale » en France : ils sont recherchés, convoqués et judicia-
risés. Un autre exemple qui relève de cette massification et qui a lien avec l'évolution du recours à la violence en France concerne les femmes. Avant 2015, les femmes de retour de Syrie passent par l'administration policière sans être judicia-
risées. Au lendemain des attentats de 2015, elles sont poursuivies, placées sous contrôle judiciaire mais jamais incarcérées. Depuis septembre 2016, à la suite d'un attentat avorté et qui allait être exécuté par trois femmes, la majorité des « revenantes » sont mises en détention et immédiatement judicia-
risées.

conflit armé », discriminé selon son antériorité¹² ou non¹³ à la proclamation du califat, l'apologie, la consultation de sites jihadistes et la profération de menaces, le financement¹⁴, ainsi que les faits de complicité pour chacun de ces actes. Enfin, un cas particulier est celui des mineurs, ceux partis « sur zone » avec leurs parents sont judiciairisés tandis que les enfants nés en Syrie ou en Irak de parent(s) français ne sont inscrits que provisoirement à l'état civil¹⁵.

Nous le voyons alors, le phénomène de massification des dossiers de terrorisme est moins lié à l'ampleur du phénomène qu'à ce qui apparaît comme l'inexorable extension de la notion, et avec elle, des catégories d'action de la justice. C'est bien le panel des

---

¹² Le fait d'avoir participé à la guerre avant que la France ne soit frappée par l'EI constitue un élément susceptible de diminuer la peine, la justice estimant alors que le prévenu pourrait n'avoir pas été en guerre immédiate contre la France. Certaines sont mises en détention en attente du jugement alors qu'une partie est placée sous contrôle judiciaire le temps de l'instruction du dossier.

¹³ Elles sont incarcérées et jugées systématiquement, après une période de détention provisoire pouvant s'étaler jusqu'à quatre ans.

¹⁴ Nous avons ainsi rencontré Faudel, un ami d'une personne qui s'est rendue en Syrie. Il est jugé pour avoir donné 50 euros ayant supposément aidé à prendre un billet d'avion. Nous avons rencontré dans les mêmes cas de figure une maman qui aurait envoyé 2 000 euros à son fils en Syrie ou encore une grand-mère qui a fait parvenir une poussette à ses petits-enfants (nous avons réalisé des entretiens avec chacune de ces trois personnes).

¹⁵ Pour les enfants rentrés en France avec leurs parents, ils en sont séparés et sont placés dans des familles d'accueil. De manière générale, les revendications des parents et grands-parents de personnes parties en Syrie et en Irak se cristallisent autour de la question des enfants, notamment leur sauvetage des zones de guerre une fois arrivés en France. Or, poursuivant la politique de la sanction de l'ensemble de la famille de la personne ayant rejoint l'EI, la justice sépare les enfants de leurs familles. Voici un témoignage d'un avocat interpellé par des grands-mères lors d'une rencontre : « Ces enfants sont placés par l'Aide sociale à l'enfance (l'ASE), on n'écoute même pas les familles. Si vous êtes la grand-mère ou l'arrière-grand-mère ou un oncle éloigné de quelqu'un de radicalisé, vous avez alors la suspicion de la radicalisation également sur vous : on ne vous donnera jamais l'enfant ».

personnes concernées par l'accusation unique d'Association de malfaiteurs à visée terroriste (AMT) qui s'est extrêmement diversifié au gré de l'actualité. Ainsi, mesure emblématique de la permissivité en apparence sans limite de la notion juridique de « terrorisme », la justice a mis en place un système de comparutions immédiates en lien avec le terrorisme pour juger « les petits délits du terrorisme », dont, au premier chef, l'apologie.

Mise en place d'un dispositif de pénalité

Nous le voyons alors, l'indétermination inhérente à la notion de « terrorisme » (Bigo, 2005), uniquement constituée *via* le « trouble grave à l'ordre public », permet son extension progressive à un ensemble d'infractions dont elle radicalise le traitement. Plus avant, parallèlement à l'élargissement qualitatif des personnes justiciables au titre du « terrorisme », la vague d'attentats de l'année 2015 s'est également traduite par la tenue d'un débat public autour du « renforcement de la politique pénale », tant au sein du champ politique que médiatique, jusqu'à s'incarner en une véritable inflexion de la politique judiciaire. Ainsi, d'une année à l'autre, les magistrats condamnent les mêmes actes à des peines sensiblement plus lourdes (ce qui ne manque pas de provoquer incompréhension et défaut d'anticipation de la part des mis en examen et de leurs avocats). Ces évolutions se font progressivement, elles comprennent des traductions juridiques (recrudescence des lois antiterroristes) et juridictionnelles (qualification des infractions et traitement pénal).

L'accusation unique retenue à l'encontre de l'ensemble des actes terroristes est celle de l'Association de malfaiteurs à visée terroriste (AMT). Cette visée est définie de la manière suivante : « Constituent des actes de terrorisme, [quand un ensemble d'infractions] sont intentionnellement en relation avec une entreprise individuelle ou collective ayant pour but de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation ou la terreur¹⁶. ».

---

¹⁶ *Code pénal, Livre IV : Des crimes et délits contre la nation, l'État et la paix publique, Titre II, Du terrorisme, Article 421-1.*

Or, depuis 2015, le départ « sur zone » est défini comme relevant de la « préparation » d'actes terroristes en *France*, ce qui se traduit donc par un changement de juridiction de traitement de l'infraction (du tribunal correctionnel à la cour d'assises), mais également par l'allongement substantiel des peines, du fait des lois antiterroristes régulièrement votées. Ainsi, au tribunal correctionnel, la peine maximale requise par le Parquet est de dix ans de prison accompagnée de deux tiers de sûreté tandis qu'en cour d'assises, la même infraction est d'abord punie de vingt années d'emprisonnement, puis trente depuis la loi antiterroriste du 3 juin 2016.

Aussi, pour le cas des départs « sur zone » jugés au titre de l'AMT, il s'agit de démontrer la visée terroriste des actes commis (loi du 9 septembre 1986 sur les « actes terroristes », qui seule permet en retour l'application des dispositions antiterroristes (jugement en cour d'assises et allongement des peines). Au cours du procès, le Parquet met donc l'accent sur les éléments d'intentionnalité terroriste, se traduisant alors par la recherche du degré de « radicalisation des prévenus » : les procureurs portent l'interrogation sur la pratique de la prière et du jeûne, de la conversion à l'islam si le cas s'y prête, de la nature civile ou religieuse du mariage, ou des opinions politiques quant aux interventions françaises au Mali, en Libye ou en Syrie. Un cas emblématique est ainsi celui d'Abdelkader Merah qui écope de vingt années de prison au titre de l'AMT, tout en étant disculpé de l'accusation de complicité des crimes de son frère : ce sont alors bien les propos tenus sur les réseaux sociaux et la documentation jihadiste retrouvée lors des perquisitions à son domicile qui constituent, plus que les éléments de preuve, les faits jugés. De fait, c'est bien la potentielle *bay'a* (l'allégeance) qui est centrale dans les procès : les prévenus ont-ils prêté allégeance au Calife proclamé de l'État Islamique ? Ici, la problématique qui affleure au travers de cette ligne de questionnements est celle de la « trahison » de l'État national au profit d'un autre et en creux, nous voyons déjà s'esquisser le fonctionnement « en miroir » des notions de

« radicalisation » et de « terrorisme ». En avril 2017, au procès dit de Cannes Torcy, après plus de deux mois de procès, c'est ainsi que l'avocate générale débutait son réquisitoire final¹⁷ :

Une autre attente que nous avions était d'avoir davantage d'explication à propos de la radicalisation de ces jeunes, radicalisation sans laquelle il ne peut y avoir de passage à l'acte. Alors même que tous ces jeunes sont passés par le lycée de la République, tous ont été sensibilisés au devoir de mémoire nécessaire à tous [...].

Cette attente est également demeurée frustrée par les familles qui ne font que se défendre : « Nous pratiquons un islam modéré » disent-elles. S'agissant des convertis, qui figurent au nombre de quatre et dont deux viennent de familles aisées, pas d'explication sinon le politiquement correct de la tolérance, nous empêchant de creuser vers l'islam sous cette forme violente.

Pourtant si l'on cale devant le discours, on ne cale pas devant le passage à l'acte, seulement devant l'explication [...].

Je vais maintenant vous présenter les trois séries de faits dont j'ai la charge, notamment liés à la radicalisation qui, si elle peut avoir divers degrés, a ses signes qui indiquent le passage d'une pratique modérée à une pratique tyrannique.

Suivons le fil argumentaire de l'avocate générale. Trois points le structurent :

1— Les prévenus présentent une pathologie, puisqu'ils ont été socialisés au sein de la République qui, *a priori*, rend impossible la radicalisation « alors même que tous ces jeunes sont passés par le lycée de la République ».

2— Les familles sont suspectes si ce n'est d'adhérer, tout du moins de porter en elles les germes de la radicalité, qu'elles cherchent à cacher « nous empêchant de creuser vers l'islam sous cette forme violente ».

3— La radicalisation a des degrés, mesurables, et des signes, repérables. De ces impératifs se saisissent alors un ensemble d'acteurs, concurrents et interdépendants, dont le rôle, fondamental, est celui de la mise en forme du discours.

De fait, sous l'effet de la structuration globale du débat national, le dispositif juridico-pénal intègre en son cœur la problématique de la surveillance au sein de l'espace public des prévenus jugés radicalisés. C'est ainsi que la loi sur le renseignement se renforce le

---

¹⁷ Les observations de ce procès sont menées et analysées en binôme avec Hamza Esmili (CMH – EHESS/ENS).

30 juin 2016 par une nouvelle circulaire qui consacre l'inscription automatique des personnes condamnées pour des infractions en lien avec le terrorisme sur un Fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions terroristes (FIJAIT). Compilant leurs informations biographiques, cette mention se traduit en outre par l'assignation pendant vingt ans pour les majeurs et dix pour les mineurs condamnés pour faits de terrorisme, à prévenir les services de police de tout changement d'adresse ainsi que par l'obligation d'informer les autorités compétentes quinze jours à l'avance de tout déplacement international.

Toute transgression de ces mesures donne lieu à une nouvelle judiciarisation, pour une peine encourue de deux années de prison et 30 000 euro d'amende. Un avocat nous donne ainsi deux exemples parmi ses clients :

Une dame est venue me voir hier. Elle était jugée en 2007¹⁸ pour deux ans de prison avec sursis. Dix années se sont écoulées et en janvier 2017, elle a reçu une convocation. Elle s'est rendue chez la police qui lui annonce que pendant 10 ans elle doit venir justifier ce qu'elle fait, une fois tous les trois mois au commissariat. C'est qu'on est reparti pour 10 ans de justification. C'est horrible ! Là, les jeunes qui sont jugés aujourd'hui ne se rendent pas compte du caractère extrêmement contraignant et restrictif au niveau des libertés : ils s'intéressent uniquement à la sentence mais n'écoutent même pas quand le juge indique qu'ils sont sur ce fichier. Cette inscription est une surveillance complémentaire. J'ai un pauvre garçon qui est venu me voir il y a quelques jours : il vient de perdre son travail à cause de cela. Il avait depuis dix ans refait sa vie et a coupé avec ces histoires, et on est venu lui dire : « À partir de maintenant, tu vas tous les trois mois de ta vie pendant dix ans venir justifier ton changement d'adresse. Et si tu ne le fais pas, tu vas en garde-à-vue et tu encoures deux ans d'emprisonnement. »¹⁹.

Enfin, en sus des processus de massification de la judiciarisation, d'hyper-pénalisation et de surveillance des personnes condamnées pour des faits en lien avec le « terrorisme », cette brisure de l'ordre commun de la justice est également palpable dans

---

¹⁸ Dates anonymisées.

¹⁹ Entretien avec L. Denis, avocat de dossiers « terros », le 17 mai 2017.

la gestion des aménagements de peine. En pratique, l'aménagement signifie la possibilité laissée aux détenus de finir le restant de leur peine, selon un ratio défini légalement (loi Taubira, 2014), en dehors de la prison, sous le régime du contrôle judiciaire, avec potentiellement la pose d'un bracelet électronique et la mise en place d'un système de pointage au commissariat de police.

Cependant, depuis la loi antiterroriste de juillet 2016, les personnes condamnées ou poursuivies pour des faits ayant lien avec le terrorisme sont systématiquement privées des remises de peine automatiques. Cette dérogation légitimée par le droit établit une distinction entre les justiciables en matière de détention et de procédures d'exécution des peines privatives de liberté. Une fois encore, au nom de la lutte antiterroriste, l'ordre commun du droit est brisé et logiques pénales et sécuritaires tendent à la confusion. Ce faisant, c'est la réalité disciplinaire de la « lutte antiterroriste » qui est annoncée, jamais aussi visible qu'en prison.

Une marge politique, emprisonner les terroristes

Si la revendication à l'impartialité est bien la *doxa* du champ judiciaire, le discours officiel autour de la prison ne cherche quant à lui que peu à travestir la réalité de la détention en ce lieu ; une institution aussi officielle que le Contrôleur général des lieux de privation de liberté (CGLPL) pouvant ainsi souligner l'extrême surpopulation des prisons françaises et l'insalubrité des conditions de vie en ces espaces. Emblématiquement, il en attribue alors la réalité à « la frilosité des magistrats » qui, quant au traitement des infractions d'Association de malfaiteurs à visée terroriste, recourent systématiquement à des peines d'emprisonnement.

Plus avant, la réalité du traitement carcéral des détenus « terroristes » et/ou « radicalisés » constitue l'expérimentation située au sein d'un espace d'exception (une « hétérotopie » selon le vocabulaire foucauldien) de dispositifs territoriaux au champ d'action plus large. Aussi, visant à objectiver ces circulations politico-institutionnelles, la partie suivante sera essentiellement issue de l'observation des procès antiterroristes (notamment celui,

emblématique, de Cannes-Torcy²⁰), où ont été jugées des personnes déjà incarcérées dans le cadre du régime de la détention provisoire, et du témoignage des familles de détenus, recueilli en entretiens et ateliers collectifs.

Extrait de dialogue lors d'un focus-groupe avec quatre mamans et un ancien détenu pour terrorisme organisé à la Maison des Sciences de l'Homme – Paris Nord (26 mars 2017) :

Fatiha : Mon fils m'a dit par rapport à la prison de Fresnes où il est renvoyé pendant la période de son procès la chose suivante : « Quand on rentre à 21h après les audiences, nous sommes reçus par des rats qui font la taille d'un chien ! ».

Et quand je suis allée lui rendre visite, tu as dans les couloirs du parloir d'énormes cafards qui se promènent et qui n'ont même pas peur des gens. Ils sont tellement habitués ! C'est horrible, ils sont énormes. Sur les murs, il y a encore des anneaux métalliques où ils attachaient les prisonniers d'il y a longtemps. Dans le parloir, deux bancs en plastique pour deux personnes seulement. Quand vous vous asseyez vous avez les genoux qui se touchent [avec le détenu]. Les murs sont remplis d'amiante et se dégringolent complètement. Il y a de l'eau dans les cabines du parloir : l'eau des égouts qui puent. Je ne comprenais rien. J'ai demandé au surveillant : « Même pour vous, comment vous faites pour supporter cette odeur ? ». Il m'a répondu : « Vous savez madame, nous, on ne vit pas ici. On vient quelques minutes seulement. ».

[...] Quand je suis arrivée au parloir, on m'a interdit le parloir-prolongé sans me prévenir. Dans la cabine, je suis arrivée comme ça (les mains sur le nez), j'avais envie de vomir. Quand il m'a vu, mon fils m'a dit : « Ah ouais, tu ne peux pas supporter cette odeur ? Mais les cellules sont encore pires ! ».

Rachida : Mon fils est à Fresnes aussi. Dans cette prison, il y a en permanence une maladie de peau. La gale, les morpions et pleins d'autres choses.

---

²⁰ Le procès de Cannes-Torcy est le jugement, selon une procédure d'unification des dossiers, des « filières » de Cannes et Torcy. La large amplitude des infractions jugées (départs, tentatives de départs en Syrie et attentats commis en France), leur caractère « pionnier » (les prévenus ont été arrêtés en 2013), le nombre d'accusés (20) mais également la volonté de l'institution judiciaire d'en faire un procès « emblématique » tendent à en faire l'un des principaux moments de jugement du « terrorisme » jusqu'alors.

Fatiha : Même dans une prison soi-disant neuve comme celle de Nancy où mon fils est transféré, il y a partout des puces, des punaises de lit, etc. Quand je suis arrivée au parloir le voir un jour, il avait plein de plaques sur lui au niveau du visage, des bras et certainement tout le corps. Il me dit qu'il y a partout des punaises. Je ne veux pas qu'il reste dans cette prison non seulement pour ça, mais parce qu'ils lui renouvellent l'isolement chaque trois mois à Nancy.

L'institution pénitentiaire ne se définit pas seulement comme lieu de privation de liberté mais bien aussi comme un espace où insalubrité et saleté réalisent le stigmaté porté par les prisonniers (Chantraine, 2003). Fortement incorporée (« Ici, c'est la prison, ce n'est pas le Club Med » nous dit ainsi le père d'un détenu) et cette qualification symbolique s'affirme pourtant de manière prépondérante dans le cas des personnes condamnées ou détenues pour des faits relevant du « terrorisme » : du fait des politiques de « fichage », ces dernières sont systématiquement affectées aux prisons les plus « dures ». Plus généralement, si les témoignages de prisonniers ou proches de prisonniers relèvent les techniques disciplinaires « traditionnelles », elles indiquent également de nouvelles pratiques propres au « terrorisme ». Citons ainsi l'isolement systématique et de (très) longue durée, l'humiliation publique des détenus, l'hypermédicalisation, la sanction collective de la famille privée de visite, etc.

Extrait de journal de terrain en date du 14 avril 2017

Halima est la maman de deux fils qui sont partis en Syrie en 2013. L'aîné est rentré avant la proclamation de l'État Islamique et jugé pour dix ans de prison. Son frère cadet est l'un des trois exécutants de l'attentat du Bataclan. Celui incarcéré s'est désolidarisé de son frère et a dénoncé les attentats de 2015 lors du procès et pendant toute la période suivant son arrestation. Malgré ses prises de position, il est vu comme « le frère de ». Quand nous nous sommes parlé au téléphone, il avait déclaré :

Je ne comprends pas pourquoi je suis en prison... et il fait tellement froid ici frère. Le froid rentre par les os. C'est une torture. Si seulement ils peuvent nous faire comprendre pourquoi nous sommes là... bref, ce sont eux qui ont le pouvoir et c'est toujours la même

chose : ceux qui ont le pouvoir font ce qu'ils veulent ! Mashallah frère !

Sa maman raconte sa situation carcérale, spécifique aux prisonniers pour terrorisme :

Il n'a jamais fait de prison auparavant. Il a commencé par faire des crises d'angoisse quand ils l'ont enfermé. Il n'a pas eu droit à un psychologue. Il est resté deux ans dans cette prison sans jugement. Il est sous le régime de DPS. Cela veut dire qu'il est privé de la plupart des droits : il ne peut ni faire des études, ni aller en bibliothèque, ni faire de la musculation et du sport en général. Ils lui ont collé alors cette étiquette et l'ont mis à l'isolement pendant de très longues durées. Il est resté pendant deux mois par exemple à l'isolement total. Il est seul et ne voit personne, à part les gardiens et quand il doit sortir au parloir, il faut qu'il soit accompagné d'un gradé. Après quelques mois d'isolement, on lui a permis d'aller en salle de sport ou en cabine téléphonique, mais toujours accompagné d'un gradé. S'il n'y a pas de gradé, il ne sort pas de la cellule.

Il sait qu'il n'a pas le droit de s'énervier. S'il perd le sang-froid, on va le mettre sous des psychotropes et des médicaments dangereux. Les gardes peuvent faire ce qu'ils veulent des détenus. Donc, comme il est DPS, il sait qu'il doit se tenir à carreaux. Il y a tellement de bastons. Il a vu beaucoup de cas dans les promenades et qu'il me raconte quand je lui rends visite : il suffit qu'il y ait un coin mort sans caméra et tu as les gardes qui tabassent les détenus. Mais malgré qu'il se tienne à carreau à Fleury-Mérogis, quand il y a eu les attentats du 13 novembre et comme mon autre fils a fait partie des assaillants du Bataclan, les gardes sont venus le chercher pour le mettre à l'isolement total. Ils lui disaient que c'est pour le protéger d'une éventuelle vengeance des détenus. Il m'a appelé en pleurant. Il m'a dit : « J'ai trop peur d'aller en isolement, s'il m'arrive quelque chose ça ne sera pas fait par les détenus. Ce sont les surveillants ce dont j'ai peur. Sache-le maman, s'il m'arrive quoique ce soit, je ne me suis pas suicidé, je ne me suiciderai jamais. Ce seront les surveillants qui m'auraient tué ». Apparemment, il y a eu beaucoup de suicides présumés à Fleury-Mérogis. Donc voilà : il a écrit un testament qui lui a été confisqué : il me disait dedans que s'il lui arrive quoique ce soit, ce n'est pas un suicide. Comme il ne pouvait pas sortir la feuille parce que c'est interdit, il me l'a alors dit par téléphone depuis la cabine en prison.

Le dispositif du « Détenu particulièrement signalé », originellement prévu pour les détenus soupçonnés de velléités d'évasion, a

été élargi en 2007 aux « mouvances terroristes²¹ ». À partir de 2015, avec la massification des dossiers « terro », le nombre de détenus sous régime DPS a exponentiellement augmenté²². Quatre mesures s'y attachent alors :

1– leurs cellules doivent être situées à proximité des postes de surveillance internes ou périphériques de telle sorte que la surveillance en soit rendue plus facile ;

2– la vigilance des personnels doit être renforcée lors des appels, des opérations de fouille et de contrôle des locaux. Il en va de même pour les relations qu'établissent ces détenus avec l'extérieur ainsi que pour leurs déplacements hors de leurs cellules ;

3– la candidature des DPS aux activités offertes en détention ou à un travail doit faire l'objet d'un examen attentif ;

4– la réunion dans un même lieu de détenus DPS doit, dans la mesure du possible, être limitée notamment en maison d'arrêt²³.

Ces mesures, dont le coût spatial (et par conséquent économique) est rédhibitoire, se traduisent essentiellement par la pratique de l'isolement de très longue durée. Ce dernier permet de fait d'alléger considérablement le travail des surveillants, par la privation des détenus de la majeure partie des activités proposées aux prisonniers, tout en visant à faire « craquer » des individus décrits comme « jusqu'au-boutistes ».

Extraits de notes d'observations du procès de Cannes-Torcy (avril 2017)

Un immigré tunisien en détention provisoire depuis 2013. Il est suspecté, d'avoir voulu attaquer des militaires français, selon des

---

²¹ http://www.textes.justice.gouv.fr/art_pix/boj_20080001_0000_0006.pdf (consulté le 21 janvier 2018).

²² En l'absence de chiffres officiels fournis par l'administration pénitentiaire, la seule source dont nous disposons est celle des avocats estimant que le chiffre de 332 DPS que comptait la France en 2010 a été décuplé en 2016.

²³ http://www.textes.justice.gouv.fr/art_pix/boj_20080001_0000_0006.pdf (consulté le 21 janvier 2018).

renseignements transmis par la DGSJ. Il nie catégoriquement les faits.

L'avocate générale : Pourquoi vous disiez que vous ne vouliez pas de psychologues en prison ? Qu'ils ne servent à rien ?

L'accusé : Le psy et les éducateurs en prison ne viennent pas pour nous aider. Ils viennent tous pour nous étudier, pour prendre des infos. Ils viennent avec des mots comme « radicalisé » et veulent qu'on leur montre qu'on est des radicalisés. Moi, je refuse ces mots. Ils viennent pour des salaires, comme les éducateurs qui viennent étudier la radicalisation. [...] Moi, je ne sais pas aujourd'hui comment je continue à rester debout avec tout ça. Ma mère est loin au bled. Elle est tombée malade et on me coupe le téléphone de la cabine à chaque fois que je veuille l'appeler [...]. Pour la prison, je vis avec des cafards et des punaises. Les rats ? il m'arrive de les inviter dans ma cellule tellement ils sont partout.

En prison, depuis les attentats de Charlie Hebdo, tout a changé. La garde a changé. À Fresnes, on me refuse le travail, le téléphone, la bibliothèque, la formation, la promenade et tout. On me coupe le téléphone. La température en prison fait le même degré qu'à l'extérieur...

Plus avant, le régime d'exceptionnalité opposé aux détenus « terroristes » (et qui correspond à la radicalisation des caractéristiques en propre de la réalité carcérale) se donne également à voir dans le cas, fréquent, des médicalisations forcées de détenus « radicalisés » et dont certains sont envoyés en unité de détention psychiatrique. Ces pratiques routinisées qui remontent du travail d'enquête ne relèvent nullement d'une simple vengeance du personnel pénitentiaire. Souvent, les familles évoquent des cas de rébellion de la part du personnel et notamment du côté des agents du Service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP) perçus dans la plupart des cas comme des alliés désapprouvant les conditions spécifiques aux détenus « terro ». Ces pratiques relèvent désormais d'une politique délibérée et routinisée administrativement. Elles sont dotées de moyens financiers spécifiques aux politiques antiterroristes et donnent lieu à une façon de penser qui se traduit en actes à l'intérieur de l'institution carcérale. Voici le témoignage d'un père que nous rencontrons et dont le fils s'est rendu en Syrie et est revenu après deux mois passés dans des territoires en guerre :

... [Les surveillants] se sont acharnés contre mon fils à cause de ses réclamations. Résultat de compte, ils ont commencé à le chercher. Mais comme il est fier de lui et comme c'est quelqu'un qui a fait de la boxe, il a bousculé un surveillant et ensuite huit surveillants sont venus le tabasser. Ils l'ont tabassé très très violemment. Après, il est passé directement en comparution immédiate parce que soi-disant il a bousculé un surveillant. [...] Le juge l'a transmis à une autre prison de Versailles, de Bois-d'Arcy. Sauf que : ceux qui l'ont déposé à cette prison, ils lui ont collé dans son fichier la mention : « Dangereux ». Ils l'ont transféré à une unité psychiatrique liée à cette prison à Villejuif. [...] Comme c'est écrit qu'il est un homme dangereux, les médecins l'ont surdosé avec les médicaments. J'ai failli faire un drame dans la prison. Je n'ai pas supporté de voir mon fils dans cet état-là. Il a perdu 15 kilogrammes en 20 jours ! Je ne pouvais pas accepter. J'ai pété les plombs dans la prison (Silence). J'ai téléphoné au médecin [...] Je lui ai dit que je le prends pour responsable de la situation de mon fils. Je lui ai dit que j'allais déposer plainte contre lui dès le lendemain. Je lui ai dit qu'elle n'a pas le droit de sanctionner par des médicaments un jeune homme sans savoir son histoire avec la maison d'arrêt qui a notifié qu'il était dangereux. On lui a mis des doses de Valium et autres médicaments. Elle m'a dit : « Écoutez, on a supposé qu'il soit malade et qu'il fait des hallucinations. ». Ils se basent sur des choses fausses.

Quand je rendais visite à mon fils dans l'ancienne prison, j'ai rencontré des agents de service de la psychiatrie là-bas qui me disaient : « Comment cela fait-il qu'un enfant comme ça, qui partage son repas, qui est gentil, soit parti en Syrie ? ». Je leur ai dit alors : « Justement, ce n'est pas parce qu'on est parti en Syrie qu'on est terroriste ! Plusieurs des gens sont partis parce qu'ils sont vraiment sensibles et parce qu'ils ont l'idée d'aider les enfants. » [...]. Je leur ai dit que mon fils n'a jamais été violent, malgré son physique costaud, il est pacifiste²⁴.

---

²⁴ Des jihadistologues mandatés par des directions pénitentiaires pour réaliser des rencontres et « ateliers » avec des prisonniers jugés pour terrorisme font taire systématiquement la condition carcérale au profit d'un discours institutionnel et politiquement dominant sur « la radicalisation » des personnes incarcérées. Ainsi, un journaliste, David Thomson, déclare à la suite de rencontres avec des prisonniers : « Dans le huis clos carcéral, les djihadistes ont tendance à s'enraciner dans leur idéologie et dans leurs intentions terroristes, que ce soit dans la prison ou au dehors [...]. On estime que plus de 50% des détenus terroristes déjà condamnés sont censés

Par ailleurs, le passage de la catégorie « terrorisme » à celle de la « radicalisation » est annoncée par l'extension du traitement des détenus « terroristes » à leurs familles. Une mère d'un prisonnier pour terrorisme, incarcéré à 20 ans, après retour de Syrie, nous raconte :

Ils l'ont transféré à la prison d'Osny. Je suis allée au tribunal pour demander à la juge d'instruction le permis de visite. Je me suis rendue à la prison pour récupérer ma carte de visite et prendre un rendez-vous pour voir mon fils. Quand je passe ma carte à la borne, elle ne fonctionne pas. Quand j'ai trop insisté, il y a un surveillant qui est venu me voir et m'a dit : « Vous ne pouvez pas avoir des rendez-vous comme les autres... vous savez très bien pourquoi ! Vous savez pourquoi votre fils est ici ? Son cas est spécial ! ». Il m'a donné alors un numéro de téléphone qui traite apparemment de ces cas spéciaux. Au bout de la file une dame m'a dit : « Pour le cas de votre fils, il faut prendre rendez-vous un mois avant la visite. Et nous pouvons vous l'accorder ou bien le refuser ! ». Elle a raccroché. J'ai commencé alors à faire ces demandes un mois avant. Mais au total, c'était une ou deux visites par mois. Alors que les autres détenus peuvent avoir jusqu'à trois fois par semaine des visites.

De la prison au territoire, du terrorisme à la radicalisation. La pathologisation dont il est fait récit n'est pas seulement celle des détenus considérés violents, elle est celle fondant une forme de pouvoir spécifique, dont le champ d'application ne s'arrête pas cette fois aux maisons d'arrêt. D'un côté, la punition face à des populations jugées dangereuses, et dont l'existence en tant que groupes socialisés est alors remise en question ; de l'autre le traitement et la neutralisation d'individus dont le repérage est permis à partir de la construction d'un discours savant spécifique.

---

sortir de prison d'ici à 2020. Sur le court terme, l'intensité de la menace terroriste est donc moins forte en France ; je crains que cela ne soit pas le cas sur le long terme. [...] À mes yeux, un détenu terroriste n'est pas un détenu comme un autre. Il est impossible de s'assurer de la sincérité du repentir d'un djihadiste » (Entretien paru au *Figaro Vox*, le 25/01/2018).

Du terrorisme à la radicalisation

Il était question de présenter quelques outils et mesures inspirés des lois et de l'histoire de la gestion publique du « terrorisme²⁵ ». Nous partons du principe que le principal enjeu de la séquence historique ouverte au cours des dernières années est l'urgence à réhabiliter l'autorité d'État face à ce qui apparaît comme sa contestation par la violence armée promue et portée par les « terroristes ». Or, ces terroristes, il a fallu les trouver, c'est-à-dire les identifier, les « construire », décider de leurs traits et de leurs profils, les arrêter et ensuite les traiter ou tout simplement les éliminer quand il le faut, c'est-à-dire quand ils sont à l'extérieur du territoire, « sur zone », en Irak et en Syrie. L'ensemble de ces opérations et pratiques reposent sur des mécanismes qui forment un réseau de gouvernementalité qui définit le territoire et ses frontières : la police, la prison, les hôpitaux psychiatriques, les associations éducatives, les acteurs et éducateurs sociaux, les universités, etc. Pour traiter de la question du terrorisme, c'est l'ensemble de ces institutions contenues dans ce réseau qui ont été mobilisées. Nous avons essayé de décrire quelques pratiques intégrées dans quelques mécanismes « d'exception » tout en montrant ce qu'elles font subir à une large population qui n'a jamais eu de lien avec des attentats. Retrouver l'état de droit ou bien l'état de paix par le droit se réalise dans cette histoire de « l'exception politique » par le renforcement et la multiplication des mécanismes de guerre à l'intérieur de la société (surveillance, contrôle, détention, etc.) pour retrouver une souveraineté présentée comme menacée dans le discours officiel.

Dans cette brève histoire du redéploiement des pouvoirs de la souveraineté et de la discipline, le discours sur « la radicalisation » renvoie au « traitement d'une pathologie » par le biais de mécanismes agissant sur le sensible. Le terrorisme, quand il n'est pas décrit comme une action barbare née dans un Orient sombre et « despotique », est alors présenté comme une déformation pathologique qui s'est incrustée dans le corps sain de la nation à partir d'une

---

²⁵ Sur le dispositif : *Dits et écrits*, volume III : 299, sq.

propagande extérieure. La manifestation de la guerre interne n'est jamais reconnue comme authentiquement politique : le discours officiel ne reconnaît dans la guerre que ce qui relève de l'interétatique, déléguant ainsi aux dispositifs juridiques, législatifs, pénitentiaires et disciplinaires de la « radicalisation » le droit de « pacifier » les territoires nationaux.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- FOUCAULT M., 2004a. *Naissance de la biopolitique*. Paris, Seuil.
- FOUCAULT M., 2004b. *Sécurité, territoire, population : cours au Collège de France, 1977-1978*. Paris, Gallimard/Seuil.
- BOURDIEU P., 2012. *Sur l'État*. Paris, Seuil/Raison.
- BOURDIEU P., 1991. « Les juristes, gardiens de l'hypocrisie collective », in CHAZEL F. & COMMAILLE J. (dir.), *Normes juridiques et régulation sociale*. Paris, LGDJ : 95-99.
- BIGO D., 2005. « L'impossible cartographie du terrorisme », *Cultures & Conflits* [en ligne], Articles inédits, mis en ligne le 25 février 2005, (consulté le 30 janvier 2018).
- CHANTRAINE G., 2003. « Prison, désaffiliation, stigmates. L'engrenage carcéral de l'"inutile au monde" contemporain », *Déviance et Société*, 27(4) : 363-387.
- CODACCIONI V., 2015. *Justice d'exception, L'État face aux crimes politiques et terroristes*. Paris, CNRS.

Résumé

Partant d'entretiens et de rencontres avec des familles de Français partis en État Islamique, ainsi que des observations des procès du terrorisme post-2015, cet article décrit la réaffirmation de la raison d'État confrontée au terrorisme. Deux espaces sont alors envisagés, ceux du juridico-légal et du pénitentiaire, partageant l'un comme l'autre la caractéristique d'être refondés à l'aune d'une forme nouvelle de souveraineté, et dont l'expression intervient ainsi par l'introduction graduelle et extensive de mécanismes disciplinaires nouveaux. Plus avant, ces deux premières entrées

permettent d'envisager l'étude du passage du régime de l'exceptionnalité (la « lutte contre le terrorisme ») à celui de la gestion territoriale (représentée par la catégorie « lutte contre la radicalisation »).

Mots-clefs : Terrorisme, radicalisation, guerre, souveraineté, État, gouvernementalité.

Summary

Terrorism and Radicalisation: An Anthropology of Political Exception

Following interviews with families of French persons who joined the Islamic State, as well as observations of terrorism trials, this article aims to describe the significant changes within the paradigm of national interest in the post-2015 context. Indeed, after the mass attacks in France, both legal policies and prison regimes were radically reformed through the gradual and massive insertion of new disciplinary apparatuses. The two domains also share the characteristic of being reshaped according to a new form of sovereignty. These practices thereby enable the study of the progression from a regime of exceptionalism (the “fight against terrorism”) to one of broader territorial management, as represented by the category “the prevention of radicalisation”.

Key-words: Terrorism, radicalisation, war, sovereignty, State, governmentality.

* * *